

Travail, immigration et mondialisation

Par Christian Tirefort Syndicaliste – Militant politique – Genève

En examinant les raisons qui mènent les gens à migrer, la première raison qui apparaît est la recherche de travail. Le migrant quitte un endroit pour chercher un travail meilleur, c'est-à-dire grâce auquel il pourra mieux vivre et mieux faire vivre sa famille. Il n'est dès lors pas faux de dire que le migrant est un travailleur espérant de meilleures conditions de vie ailleurs que chez lui. Mais ne voir les phénomènes migratoires que sous le prisme du départ à l'étranger, donc avec passage de frontières est réduire les phénomènes migratoires. En réalité les migrations dues à la recherche de meilleures conditions de travail commencent souvent à l'intérieur des pays eux-mêmes, en particulier par des exodes des campagnes vers les villes. Les énormes bidonvilles ceinturant les principales villes du tiers-monde sont le résultat de ce type de migrations.

Pour découvrir les raisons qui entraînent des durcissements de la condition d'émigrer, il faut examiner au minimum trois paramètres : l'évolution du travail lui-même ; la situation dans les pays accueillant les migrants ; la situation dans les pays de provenance des migrants. Ce qui frappe tout de suite, c'est qu'en général les flux vont des pays les plus pauvres vers les pays dits riches, ce que depuis le Nord on appelle des pays sous-développés aux pays développés.

Un nouveau phénomène vient « compliquer » cette donnée, il s'appelle la mondialisation. Selon ce phénomène les migrations des personnes sont doublées d'une migration des entreprises, donc des emplois industriels, allant souvent dans un sens inverse de celui des personnes.

Travail

Examinons tout d'abord le travail, souvent considéré comme une abstraction ou une énergie à disposition un peu partout dans le monde. Le phénomène migratoire vient montrer que le travail n'est pas une abstraction, mais quelque chose de bien concret existant en chaque personne. Ne le considérer que comme une abstraction est une approche capitaliste ne voyant le travail que comme une marchandise exploitable.

En réalité le travail est la « faculté de faire » de l'homme ou de la femme. Il est un processus comprenant trois phases bien distinctes, chaque phase correspondant à une des formes prise par le travail. Originellement « faculté de faire » portée par chacun, il prend la forme de « travail activé » lorsqu'il est mis en œuvre et il devient « travail matérialisé » lorsqu'il se retrouve dans son produit. Sous cette forme, il peut apparaître comme biens matériels ou prestations, « services » dit-on. Ajoutons que le terme travail est souvent assimilé à présence ou non de besoins, comme s'il n'y avait pas de travail parce qu'il n'y a pas de besoins. Or l'un et l'autre sont deux choses très différentes, le premier sert à satisfaire les seconds et s'il n'est pas fait appel au premier c'est que les seconds ne sont pas signalés.

Chacun est porteur d'une parcelle de travail. C'est par lui que les hommes et les femmes s'intègrent dans la société. Ils sont intégrés lorsqu'ils peuvent mettre en œuvre leur travail pour acquérir de quoi satisfaire leurs besoins. Ils échangent donc leur travail contre celui des autres. Le maçon fabrique l'atelier du boulanger qui fournit le pain nourrissant le maçon, etc. Une chaîne sans fin devrait être instaurée pour que tout le monde puisse s'intégrer socialement. L'immigration est le fruit d'une rupture de cette chaîne à des endroits donnés et l'espoir pour les victimes de cette rupture qu'ils trouveront de quoi s'insérer socialement ailleurs.

Pourquoi y a-t-il des ruptures de cette chaîne ? Pourquoi ces ruptures se multiplient-elles partout dans le monde ? Être capable de répondre à ces questions nous permettrait d'apporter une solution. Il est à mon avis impossible d'avancer dans cette direction sans désigner ce qui aujourd'hui commande la création ou la suppression des emplois, le capital. C'est lui qui, aujourd'hui, a le monopole de l'exploitation du travail, il exerce un monopole sur le processus menant le travail de son état originel, faculté de faire humaine, au travail activé pour devenir biens ou services. Il faut donc examiner l'évolution du capital pour comprendre les changements qui sont à l'origine des phénomènes migratoires tant transnationaux qu'intra nationaux ou régionaux.

On a vu que le travail sert théoriquement à produire de quoi satisfaire les besoins des gens, que les gens travaillent pour produire ce qui leur permettra de vivre hors de la précarité. Dans le capitalisme ce but est détourné, devient circonstanciel, le vrai but du travail est le profit. Développer les mécanismes rompant la chaîne travail/besoins serait trop long, mais sachons que le détournement vers le profit d'une grande part du surplus social émanant du travail est une des causes principales de l'exclusion sociale, donc des migrations forcées.

Si le capital provoque la mise en œuvre du travail dans son intérêt exclusif, la forme de cette mise en œuvre est donnée par le rapport social, plus précisément la force sociale, ou la classe, dominante. Les rapports de travail reflètent donc la hiérarchie sociale, le travailleur immigré étant d'office placé à l'échelon inférieur de cette hiérarchie.

Un commentaire critique de la salle a été exprimé sur la question « Pour qui travaille-t-on ? » Pour soi-même ou pour les autres ? Selon ce commentaire j'aurais exprimé une orthodoxie marxiste trop stricte en ne tranchant pas le dilemme exprimé dans la question.

J'ai répondu que la question est mal posée. Pour moi les hommes et les femmes travaillent à la fois pour eux-mêmes et pour les autres dans un mouvement constant d'échange : son propre travail permet d'accéder à celui des autres. Dans ma conception le travail est un moyen d'inclusion sociale des individus. Que sa détermination capitaliste brise et déforme ce moyen jusqu'à en faire un moyen d'exclusion dit quelque chose sur la formation sociale actuelle. Est-elle de classe ou non ? Mais ne met pas en cause le fait que le travail est la forme principale de la coopération entre les hommes. Depuis l'apparition d'un surplus constant c'est bien lui, comme faculté de faire, qui est l'enjeu des échanges, l'échange propre à l'artisanat sous forme de travail matérialisé ne permettant pas de profiter de la démultiplication de la productivité du travail dû à la coopération. Je n'ai pas approfondi la question « pourquoi travaille-t-on ? » parce que la réponse est implicite dans l'échange des travaux, chacun espère avoir accès au travail des autres en échange du sien. Chacun travaille donc à la fois pour lui et pour les autres. Fondamentalement ce sont les besoins qui peuvent être exprimés qui commandent la production. L'attribution des moyens d'exprimer des besoins est donc décisive pour déterminer les choix de production. A l'heure actuelle ces moyens sont largement monopolisés par les capitalistes, ce qui prive les travailleurs des moyens d'exprimer certains de leurs besoins pourtant essentiels, par exemple en matière d'éducation des enfants, de santé, de culture, d'acquisition de savoirs, etc. Le problème du double travail des femmes est fortement dépendant de cette attribution des moyens de signaler les besoins.

De la société industrielle à la société financière

Les migrations en vue de trouver un emploi sont relativement nouvelles, liées au capitalisme. Auparavant les gens migraient essentiellement à la recherche de nouvelles terres, par exemple de l'Europe aux Etats-Unis. Les premières migrations industrielles eurent lieu en Angleterre, voire au sein des Iles britanniques. Depuis lors les phénomènes migratoires se sont étendus au monde industriel en général. Mais même si l'on a gardé la même systémique économique, des

conditions internes se sont modifiées. Le principal changement est le passage du capitalisme industriel au capitalisme financier qui a correspondu à un durcissement des rapports de travail. Ce passage a fortement déterminé le rapport des travailleurs résidents par rapport à l'immigration, il a aussi modifié la population des migrants et il a modifié les conditions de négociation de la force de travail.

Le *capitalisme industriel* correspond à une exploitation extensive de la force de travail. Il est centré sur la production de biens marchands. Le capital était relativement lié à son objet industriel, ce qui avait une répercussion sur les conditions de négociation de la force de travail. La production de stocks y était fréquente, ce qui reportait le risque relatif de vente (réalisation de la plus-value) chez le patron.

Les conditions de travail étaient convenues par branche industrielle et fixées dans des conventions collectives. Elles mettaient en relation des patrons sentimentalement et financièrement liés à leur entreprise parce que l'essentiel de leur fortune y était investie. Ces conventions devaient avant tout réguler la concurrence inter entreprises en leur assignant les mêmes obligations sociales. Le schéma des négociations était simple : d'abord déterminer les points de productivité gagnés, puis se mettre d'accord sur la clef de répartition employeurs/travailleurs de ces gains de productivité, enfin décider des affectations. Il y avait reconnaissance qu'une partie des gains de productivité devaient être reportés sur les salaires, par conséquent qu'une amélioration lente mais régulière des conditions de vie était le prix à payer pour la paix sociale. A partir de la deuxième guerre mondiale cette amélioration lente a permis l'amorce d'un processus de mutualisation des risques. Des assurances chômage, maladie, invalidité, retraites, etc. concrétisèrent ce processus.

L'immigration provenait essentiellement des pays limitrophes, Italie, Espagne, Portugal, partiellement la Turquie. Elle était liée à une offre de travail explicite, en Suisse à des statuts bien déterminés : frontaliers, permis A, B et C.

Sous la domination du *capitalisme financier* l'exploitation intensive de la force de travail devient prédominante. Sous sa férule, le capital perd ses liens aux entreprises, donc à la production, il s'autonomise. Les entreprises deviennent des objets financiers courtisés ou rejetés selon leur rentabilité. Le capital est de plus en plus concentré, l'objet de montages financiers tous plus opaques les uns que les autres. Les petites et moyennes entreprises, souvent sous traitantes, sont noyautées et dominées par les banques. Le profit à court terme est la loi. Les entreprises ne sont plus dirigées par des patrons propriétaires du capital, donc sentimentalement liés à leur entreprise, mais par des directeurs, eux-mêmes divisés en staff financier représentant direct des actionnaires et staff industriel. Ce dernier a une fonction subordonnée par rapport au premier.

Les conditions de travail sont prétendument des affaires individuelles. La tendance est de réduire l'influence des organisations respectives, patronales et syndicales, en arguant de la liberté de chacun de décider de ses conditions de travail. Lorsqu'il y a encore des contrats collectifs de travail ils renvoient souvent l'essentiel des compétences aux entreprises individuelles et non plus aux branches. Les contrats ne doivent pas réguler la concurrence mais l'accentuer, donc permettre les distorsions sociales améliorant la compétitivité et menant à l'élimination des concurrents. Cela s'appelle faire le ménage. La productivité est complètement confisquée pour rentabiliser le capital. Les salaires baissent tendanciellement, le processus de mutualisation est brutalement stoppé. Les droits pour tous deviennent des libertés pour ceux qui ont l'argent nécessaire.

La tertiarisation de la société financière est souvent présentée comme une marche vers la société du savoir. C'est une manière idyllique de présenter le processus de précarisation de la force de travail. Si sous le capitalisme industriel la production impliquait un lien fort des

travailleurs et de leur savoir-faire à l'entreprise, la société financière implique une production « just in time », c'est-à-dire une mise en œuvre de la force de travail liée à la demande directement solvable, peu importe que cette demande s'exprime dans le domaine de la production industrielle ou des « services ».

La société industrielle admettait que le travail était la source de la richesse, tandis que la société financière stipule que l'argent est la condition du travail, comme si l'argent créait la richesse. Par opposition à la société industrielle où le « risque du marché » était chez l'entrepreneur, dans la société financière ce risque est entièrement reporté sur le dos des travailleurs.

Avec le changement des conditions générales de production dans la société financière la provenance de l'immigration a changé, elle vient essentiellement des pays du Tiers-monde et, dès la chute du mur, de certains pays de l'Est. Cela marque l'échec des modèles occidentaux de développement des anciennes colonies.

Le durcissement des rapports de travail observés dans la transition du capitalisme industriel au capitalisme financier s'est traduit par un durcissement des règles d'accueil des immigrants. En Suisse ce n'est que grâce aux effets des accords bilatéraux avec l'EU que des améliorations ont pu être observées pour les ressortissants des pays membres.

Dans les pays dits développés, accompagnant ce durcissement, voire en vivant, une force d'extrême droite, ouvertement xénophobe, émergea et se stabilisa. Elle a certes joué le rôle de repoussoir, mais elle a aussi tiré l'ensemble des forces politiques institutionnelles à droite.

Du colonialisme au néocolonialisme

Parler de l'immigration en ne partant que des pays du Nord est faire preuve d'un « nordo centrisme » menant implicitement à la nostalgie de l'Etat/Nation, à l'idée que seul ce cadre est adéquat et qu'il faut le défendre y compris contre l'immigration dite « excessive ».

Au moment de la décolonisation la plupart des pays colonisés ne disposaient que d'une industrie strictement orientée vers la production des biens ou matières premières ne se trouvant pas ou peu dans les pays colonisateurs ou du Nord. Il s'agissait donc pour chacun de ces pays de trouver les moyens de réorienter leur économie en essayant de s'appuyer sur un marché intérieur en développement.

Le seul modèle de développement était celui des pays du Nord. Basé sur les Etats/Nations ce modèle était possible dans un cadre de monopole industriel de quelques pays, mais n'était pas généralisable au monde entier. Ce qui devait arriver est arrivé. Pour se développer, en pensant que leur développement passait par leur industrialisation, les pays du Sud ont massivement empruntés. Ils firent le pari qu'en profitant de leurs points forts ils allaient dégager les moyens de leur développement intérieur dans d'autres domaines. Ils investirent donc massivement dans des productions comme le café, le chocolat, les épices, les fruits exotiques et autres matières premières. Ils s'exposèrent ainsi eux-mêmes à une surproduction qui mena à l'effondrement des cours de leurs produits. De ce fait, ils ne purent dégager les moyens financiers nécessaires à leur développement intérieur et se retrouvèrent plombés par un service de la dette souvent impossible à honorer. De la domination coloniale, d'une exploitation directe par le colonisateur, ils sont passés à la domination néocoloniale, une exploitation indirecte, par le biais d'un capital « apatride », mondialisé, des richesses des anciennes colonies. Ces dernières sont en fait passées sans transition du pillage des colonisateurs à une confrontation sans pitié avec le marché mondial, autrement dit, ils sont entrés dans la mondialisation sans avoir pu se développer sur la base de leurs Etats/Nations.

Dans un tel cadre, le « prix du travail » resta très bas, parfois inférieur au minimum vital, ce qui ne leur permit pas un développement à partir de leur marché intérieur. A part pour certaines rares exceptions, montés en épingle par les chantres du libéralisme, la misère et le chômage se répandit partout. Le FMI ou la Banque mondiale se chargèrent d'accentuer encore cette misère en démantelant les rares conquêtes sociales post coloniales.

Dans les années 90 la chute de l'empire soviétique, qui correspondit dans ces pays à une baisse massive des salaires et du pouvoir d'achat des travailleurs, agrandit encore les marges de manœuvre des « délocalisateurs ».

Les évolutions dans les pays dits pauvres montrent que le modèle occidental de développement ne peut être généralisé, qu'il est de plus remis en cause par les énormes inégalités qui se sont creusées. Il en résulte un marché du travail mondial, mais avec des différences de salaire telles qu'une égalisation vers le haut est totalement impensable.

Les illusions post coloniales laissèrent rapidement la place aux désillusions. Les pays du tiers-monde devinrent eux aussi des lieux de provenance de l'immigration. En Europe, particulièrement pour la Suisse, le visage des immigrés changea aussi, autrefois provenant d'Italie, d'Espagne, du Portugal ou de France, l'immigration provint désormais de pays bien plus lointains. Signe tangible, sous cet angle positif, de la mondialisation, cette immigration occasionna non seulement un mélange de nationalités, mais aussi un mélange d'ethnies.

La mondialisation

Si elle se limitait à la seule déterritorialisation du capital la mondialisation actuelle n'aurait pas ses effets ravageurs sur le tissu industriel des anciennes citadelles industrielles. La situation du début du 20^e siècle se serait répétée, une vague d'investissements hors des attaches nationales traditionnelles et une spéculation boursière sans limite. Ces aspects existent aujourd'hui, mais ils sont additionnés de deux facteurs essentiels : a) au début de 1900 les industriels n'étaient pas arrivés au bout de leur fonction, accumuler des forces productives, ils avaient encore des beaux jours devant eux ; b) le savoir-faire des travailleurs, partant leur productivité, n'était pas encore homogénéisés sur le plan mondial, ou encore n'était pas si rapidement homogénéisable qu'aujourd'hui.

La mondialisation actuelle a lieu dans le cadre d'une exacerbation de la lutte concurrentielle intra capitalistes pour l'accès au profit, ce qui se répercute dans un durcissement du rapport au travail. Comme indiqué plus haut, on est passé d'une exploitation extensive à une exploitation intensive de la force de travail. Cela a lieu dans un cadre où le capital peut produire partout dans le monde sans être freiné par des différences de savoir-faire des travailleurs ou des difficultés de communication. De là la facilité des délocalisations de la production industrielle, elle se fixa dans les zones à bas salaires, dans les ex pays dits communistes et les anciennes colonies. Aujourd'hui le « marché du travail » ne se limite plus aux quelques 600-800 millions de travailleurs des anciens pays industriels, mais il s'est élargi aux 4 milliards de travailleurs potentiels dans le monde entier.

La mondialisation a sonné le glas des politiques réformistes basées sur l'Etat/Nation. Dès les années 80 toutes les résistances ou les garanties de poursuite du processus de mutualisation connu en Europe sont tombées avec l'affaiblissement de l'aristocratie ouvrière. Autrefois constituée des ouvriers professionnels pouvant compter sur une profession et un emploi quasiment assuré pour la vie, l'aristocratie ouvrière représentait une force réelle. Elle s'est effondrée dans les années 1980, les points d'orgue de cet effondrement furent la grève des aiguilleurs du ciel aux Etats-Unis et celle des mineurs en Angleterre. Dès lors l'aristocratie ouvrière et sa représentation politique, la social-démocratie, ne purent plus garantir les

réformes et nombre de travailleurs se retournèrent vers les organisations d'extrême droite qui leur promettaient d'autres protections, notamment la « préférence nationale ».

Dans le débat la question des nouvelles technologies, la robotique et l'informatisation comme éléments déstructurant les conditions de travail et accentuant la précarité a été évoquée. J'ai répondu en précisant qu'en effet cela a été un élément accélérateur du processus de précarisation du travailleur industriel, mais que c'est bien l'homogénéisation des savoir-faire qui a été le facteur déterminant des délocalisations. Sans cette homogénéisation les « protections » liées au monopole de quelques pays sur le savoir-faire industriel auraient limité les délocalisations.

Les positionnements « défensifs »

Je ne vais pas parler de l'instrumentalisation des politiques de l'immigration mais de positionnements de certaines forces sociales croyant bien faire.

Premièrement le positionnement « charitable ». Il consiste à se concentrer sur l'accueil charitable, c'est-à-dire la tentative d'améliorer les conditions d'accueil des immigrés, partant à se battre contre les détériorations du cadre légal. C'est évidemment un positionnement fort louable mais insuffisant. Cela se voit au fait que les lois et réglementations officielles n'ont fait que se détériorer ces dernières années. Ce positionnement ne parle non plus pas au monde du travail qui se replie souvent sur un attentisme frileux.

Deuxièmement le positionnement « protectionniste ». Il s'agit ici d'une position souvent hypocrite retranchée derrière le leitmotiv « vaut mieux bien accueillir moins d'immigrés que mal accueillir beaucoup d'immigrés ». L'extrême droite reprend assez facilement cet argument, mais il est aussi souvent mis en avant par une partie de la gauche prétendant représenter le monde du travail. Derrière cette position se cache d'une part l'idée des quotas d'immigrés, donc de la limitation de l'accueil, d'autre part l'idée de la protection des emplois pour les autochtones. Ce positionnement a notamment reçu un certain écho lors de la dernière votation sur les bilatérales où l'on a vu une partie de l'extrême gauche se fourvoyer dans le refus des bilatérales en attendant de « meilleures garanties » de respect des conditions de travail en Suisse.

Ces deux positionnements sont inefficaces. Ils ne tiennent pas compte de la réalité, de l'évolution de la problématique à un niveau dépassant largement les frontières des Etats/Nations du nord. Tout se passe comme s'il fallait se défendre de l'immigration, alors que la seule manière efficace de poser le problème est celui de l'unité des travailleurs là où ils vont travailler parce que, comme le montre les ghettos, ils n'ont aucun espoir de trouver du travail au travers de la migration intra frontière. La condition de cette unité passe par la connaissance des mécanismes politiques et économiques réels produisant l'immigration, obligeant les travailleurs d'aller là où il y a du travail. La vérité est révolutionnaire.

A plus long terme une autre vision du travail doit être développée. Si le sujet social de la classe dominante est le capital, le sujet social des travailleurs devrait être le travail. C'est à partir de lui que partout dans le monde des politiques alternatives doivent être développées. C'est un long débat, mais je suis persuadé que partout dans le monde il faut le mener et retrouver un rapport moins schizophrénique au travail.

L'immigration est un phénomène systémique incontournable et, aujourd'hui, c'est une solution de moins en moins « choisie ». Elle est non seulement à lier aux énormes inégalités du développement capitaliste, mais aussi à son « développement » destructeur. Le problème n'est pas de savoir s'il y aura une « déferlante » d'immigrés, mais bien de mettre sur pied une perspective politique et sociale qui fasse cesser l'immigration non choisie, résultat des rapines

capitalistes sources de misères de plus en plus insoutenables, sans pour cela freiner l'immigration choisie émanant du désir de découverte de nouveaux horizons de certaines personnes partout dans le monde... mais dans l'immédiat, déferlante ou non, l'essentiel est de mener une politique qui favorise l'unité des travailleurs, qui ne les divise pas et ne les discriminent pas. C'est là une condition sine qua non pour espérer un jour changer de société.